



L'arrestation du président de Nissan trouble l'industrie automobile mondiale

Par [Shannon Jones](#)

Mondialisation.ca, 23 novembre 2018

wsws.org 22 novembre 2018

Région : [Asie](#)

Thème: [Économie](#), [Loi et Justice](#)

L'arrestation lundi par les autorités japonaises du dirigeant de l'une des plus grandes alliances automobiles au monde s'est répercutée sur les gouvernements français et japonais et a fait trembler les investisseurs.

Mercredi, un tribunal japonais a prolongé de 10 jours la détention de Carlos Ghosn liée aux accusations de malversations financières, notamment pour avoir dissimulé des dizaines de millions de dollars de revenus aux autorités financières et autres services gouvernementaux. Ghosn préside une alliance entre les sociétés japonaises Nissan et Mitsubishi et le constructeur français Renault.

Les procureurs allèguent que Ghosn avait sous-déclaré son revenu d'environ 5 milliards de yens ou 44 millions de dollars de déclaration de titres et qu'il avait utilisé les actifs de la société à des fins personnelles. Les autorités ont également arrêté un autre dirigeant de Nissan, Greg Kelly, qui aurait participé au stratagème.

En vertu de la loi japonaise, les suspects peuvent être détenus pendant un certain temps sans être formellement inculpés et peuvent être interrogés par les autorités sans l'assistance d'un avocat, même si les accusés peuvent s'entretenir avec un avocat.

Ghosn, à qui on attribue l'évitement de la faillite de Nissan, est devenu une célébrité dans les milieux professionnels, médiatiques et politiques au Japon et dans le monde entier pour son acharnement sur les réductions des coûts. Après un passage chez Renault, Ghosn fut affecté à Nissan où il procéda à une restructuration impliquant la suppression de 21.000 emplois et la fermeture de cinq usines. En 2002, *Forbes* nomma Ghosn «Homme d'affaires de l'année» pour son travail menant au rétablissement de la rentabilité de Nissan. Plus tard, il procéda à une restructuration aussi brutale chez Renault qui lui a valu la désignation du «tueur de coûts».

Ghosn a démissionné de son poste de PDG de Nissan l'année dernière, mais en est resté le président. Il devint PDG de Renault en 2005 et, en 2016, président du conseil d'administration de Mitsubishi, chaque nomination lui ayant valu d'énormes indemnités des trois sociétés.

L'alliance vend environ 10,6 millions de véhicules par an. Si elle était considérée comme une entité unique, elle aurait été le plus grand constructeur automobile au monde en 2017, devant Toyota, Volkswagen et General Motors.

L'avenir de l'alliance Nissan, Renault et Mitsubishi est à présent remis en cause après l'arrestation de Ghosn. Les actions de Nissan ont chuté de 15 % suite aux nouvelles.

Selon certaines informations, une fusion complète entre Nissan et Renault, menée par Ghosn, était en préparation, probablement dans quelques mois.

Une opposition au projet de fusion Nissan-Renault s'est manifestée. D'une part, le gouvernement français est un actionnaire important de Renault et il est peu probable qu'il cède le contrôle à la société japonaise Nissan, la plus rentable des trois. Il serait question également d'une forte opposition au sein du conseil d'administration de Nissan à une telle fusion.

L'arrestation de Ghosn intervient à un moment où les constructeurs automobiles mondiaux sont sous pression en raison du ralentissement des ventes et de la menace de perturbations provoquées par les mesures de guerre commerciale adoptées par l'administration Trump aux États-Unis entraînant des ripostes par les autres grandes puissances économiques.

L'agence de notation Moody's a déclaré que cette arrestation soulevait des questions sur la gestion de Nissan et pourrait influencer sur ses coûts d'emprunt. Standard and Poors a déclaré que cela pourrait abaisser la notation financière de la société. S&P a déclaré que la rentabilité de Nissan pourrait en souffrir s'il s'avérait que la faute présumée de Ghosn avait porté atteinte à l'alliance du groupe avec Renault et Mitsubishi.

Le développement de nouvelles technologies, notamment les voitures électriques et les véhicules autonomes, consomme d'énormes quantités de capital pour la recherche et le développement. Cela laisse présager des changements majeurs dans l'industrie automobile, dont les ramifications sont difficiles à prévoir pour le moment. Quels que soient les changements qui se produiront, cela entraînera des attaques brutales contre les travailleurs de l'automobile.

De nationalité française, Ghosn est née au Brésil de parents libanais et a fait ses études en France. Son antécédent étranger est inhabituel chez les PDG au Japon.

Certains spéculent que l'arrestation de Ghosn pourrait impliquer des manœuvres en coulisse de la part de différents acteurs, y compris éventuellement des factions au sein de Nissan. Dans un communiqué publié après l'arrestation de Ghosn, le conseil d'administration de Nissan a annoncé que son directeur général, Hiroto Saikawa, présenterait une motion visant à destituer Ghosn et Kelly de leurs fonctions.

Le conseil d'administration de Nissan doit se prononcer jeudi sur le remplacement de Ghosn. À ce jour, il semblerait que le conseil d'administration soit divisé sur cette question. De nombreux cadres supérieurs de Renault se serrent les coudes à l'égard de Ghosn et le président français Macron a déclaré que le gouvernement ne demanderait pas l'éviction de Ghosn de la direction de Renault sans la preuve que ses actions illégales impliquaient des activités en France.

En attendant, Renault a nommé un président-directeur général par intérim chargé de reprendre les fonctions de Ghosn pendant que les mises en accusation suivent leur cours.

Le ministre des Affaires étrangères libanais, Gebran Bassil, a publié un communiqué dans lequel il avait indiqué avoir chargé l'ambassadeur du Liban à Tokyo de suivre l'affaire et de garantir un traitement équitable à Ghosn. Bassil a déclaré que Ghosn «représente un

modèle de réussite libanaise à l'étranger, et le ministère des Affaires étrangères libanais le soutiendra dans sa crise pour s'assurer qu'il obtienne un procès équitable».

Il y avait apparemment des différends chez Nissan par rapport à l'accent mis par Ghosn sur le volume des ventes plutôt que sur la rentabilité et la qualité. Ghosn a notamment cherché à accroître la présence de Nissan sur le marché américain par le biais de fortes remises. Le nouveau PDG de Nissan a mis en doute cette approche.

L'affaire Ghosn est le dernier en date d'un certain nombre de scandales impliquant Nissan. En juillet, la société a admis qu'elle avait découvert que la plupart de ses usines au Japon avaient communiqué des données falsifiées sur leurs émissions de CO2. En 2017, la société a reconnu qu'elle avait autorisé un personnel non qualifié à effectuer des tests de préproduction dans certaines de ses usines, ce qui avait entraîné le rappel de véhicules.

Des scandales similaires en matière de truquage des émissions ont touché VW, Fiat Chrysler, GM, Daimler, Mitsubishi et Renault.

Le style de vie de Ghosn illustre la rapacité typique des dirigeants d'entreprise de haut niveau. Il a eu des maisons à Paris, Amsterdam, Beyrouth et Rio de Janeiro et a voyagé à travers le monde à bord d'un jet d'entreprise. En 2016, il a loué le Grand Trianon au château de Versailles en France pour célébrer son mariage avec sa deuxième femme. Le thème était basé sur le film «Marie-Antoinette» de Sofia Coppola avec des invités vêtus de costumes prérévolutionnaires de la noblesse condamnée et présentant des desserts extravagants en hommage au penchant supposé de la reine pour les gâteaux.

Nissan et Mitsubishi ont versé à Ghosn environ 8,5 millions de dollars en salaire et en actions et il a reçu 8,4 millions de dollars de Renault, des sommes énormes mais toujours relativement modestes par rapport aux PDG américains. La rémunération de Ghosn a toutefois suscité la controverse au Japon et en France, où les PDG gagnent généralement beaucoup moins. Takeshi Uchiyamada, président de Toyota, par exemple, a touché 1,6 million de dollars en 2017.

En 2018, Ghosn a accepté une baisse de 30 % de sa rémunération chez Renault afin d'assurer le soutien du gouvernement Macron pour un autre mandat de quatre ans à la tête du constructeur automobile.

Selon un article paru dans le *Washington Post*, une des raisons pour lesquelles Ghosn aurait cherché à dissimuler ses revenus était d'éviter de tels problèmes.

La station de radio japonaise NHK a annoncé que Nissan avait versé à Ghosn des «sommes énormes» pour des résidences de luxe non utilisées à des fins commerciales. Les achats n'ont pas été déclarés aux services financiers de la bourse, tandis que Ghosn n'a pas payé, ou sous-payé, le loyer des résidences.

NHK a affirmé que près de 18 millions de dollars avaient été acheminés par l'intermédiaire d'une filiale néerlandaise de Nissan pour l'achat d'immeubles situés dans la bande de Copacabana à Rio de Janeiro et à Beyrouth. NHK a ensuite affirmé que Ghosn avait secrètement détourné de l'argent destiné à indemniser d'autres dirigeants de Nissan.

Kelly, le présumé complice de Ghosn et «cerveau» du stratagème, est un citoyen américain et le premier citoyen américain à siéger au conseil d'administration de Nissan. Il a rejoint la société en 1988 en tant que directeur principal et conseiller juridique associé chez Nissan

North America. Il a ensuite été nommé directeur des ressources humaines.

Ces révélations montrent seulement comment, sous le capitalisme, la richesse produite par la sueur et le sang des travailleurs est gaspillée chaque jour pour satisfaire l'appétit grotesque de l'oligarchie financière et de la grande entreprise.

Shannon Jones

Article paru en anglais, WSWWS, le 22 novembre 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Shannon Jones](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2018

Articles Par : **[Shannon Jones](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca